

## **Recommandation 2**

*Le gouvernement devrait s'attaquer, dans le prochain budget et dans le suivant, à l'amenuisement des capacités du Canada en matière de politique internationale et faire en sorte d'attribuer au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international des ressources suffisantes pour qu'il puisse diriger d'une main ferme l'élaboration et la mise en place d'un cadre stratégique solide et crédible pour les relations du Canada avec ses partenaires nord-américains.*

*et*

## **Recommandation 33**

*Le gouvernement du Canada devrait augmenter le nombre de fonctionnaires du MAECI en poste à Washington et le nombre de consulats dans des lieux stratégiques aux États-Unis. Il devrait aussi grossir de nouveau les fonds mis à la disposition du MAECI pour la défense des intérêts canadiens et consulter les groupes industriels et autres en vue de concevoir des campagnes d'information ciblées et coordonnées.*

Le gouvernement a constamment conservé de solides moyens, à la fois au pays et sur le terrain à l'étranger, de mettre en œuvre des initiatives visant à faire avancer les intérêts du Canada dans le contexte nord-américain et il entreprend d'ailleurs un exercice en vue de renforcer ces activités. *Le Cadre de planification et de priorités stratégiques de 2003* du MAECI, qui orientera les activités et les allocations budgétaires du Ministère pour les trois prochaines années, place les relations entre le Canada et les États-Unis ainsi que celles avec le Mexique en tête de liste de nos priorités.

Le *Budget 2003* prévoit un financement sur plus de cinq ans pour renforcer la capacité du Canada de jouer un rôle actif sur les plans local et régional à l'échelle des États-Unis. Pour ce faire, on créera des consulats généraux et des bureaux satellites qui se concentreront sur des dossiers stratégiques et mèneront des campagnes ciblées pour promouvoir les intérêts du Canada et on nommera jusqu'à 20 consuls honoraires dans des villes où nous n'avons pas de bureau. Le MAECI, Industrie Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada travaillent ensemble à ce projet et se sont engagés à réaffecter des ressources à cet égard. Pour sa part, Patrimoine canadien a fait preuve d'innovation et posé un nouveau jalon pour ce qui est d'ouvrir davantage les marchés internationaux aux PME du secteur de la culture en finançant récemment l'affectation de délégués commerciaux spécialisés dans ce secteur dans les consulats généraux à Los Angeles et à New York. Le Bureau de la protection des infrastructures essentielles et de la protection civile (BPIEPC) déploiera quant à lui un conseiller à l'ambassade du Canada à Washington pour qu'il assure la liaison avec ses équivalents américains. La Gendarmerie royale du Canada (GRC) a également accru sa représentation aux États-Unis afin de renforcer la coopération transfrontalière en matière de sécurité publique.